

Impôt sur le revenu

M. Stevens: Monsieur le président, avant que ce débat progresse davantage, j'aimerais pouvoir poser d'autres questions au ministre au sujet de l'impôt sur les gains en capital. Il est intéressant de noter en passant à quel point les socialistes perdent tout sang-froid chaque fois que nous parlons d'un point qu'ils considèrent comme progressiste. Il n'y a qu'à regarder la Grande-Bretagne pour voir où l'a menée la philosophie progressiste d'un parti travailliste-néo-démocrate. Si c'est possible, je répondrais volontiers un peu plus tard à la question de mon collègue, une fois que nous aurons obtenu quelques renseignements supplémentaires du ministre.

M. Saltsman: Monsieur le président, je regrette que le député de York-Simcoe n'ait pas vraiment répondu à ma question. C'est, à mon avis, très important, d'autant plus que le parti conservateur s'imagine qu'il va bientôt arriver au pouvoir.

Des voix: Bravo, bravo!

M. Saltsman: J'ai dit qu'il s'imaginait cela. Avec des réponses comme celle-là, j'ai peur que cela ne dépasse pas le domaine de l'imaginaire. Selon moi, il est important que nous sachions quelle est la position du parti conservateur sur la question des gains en capital. Si les conservateurs veulent la suppression pure et simple de l'impôt sur les gains en capital, je ne vois pas pourquoi ils auraient honte de le dire. C'est tout à fait dans la ligne de pensée d'un parti de droite, alors pourquoi ne le diraient-ils pas? S'ils sont pour les gains de capital, ils devraient certes aussi le dire. J'ai dû écouter le député de York-Simcoe avec un certain degré d'incrédulité.

● (2100)

Des voix: Oh, oh!

M. Saltsman: J'aimerais que vous imposiez une certaine discipline à mon chef, monsieur le président. Il est très fougueux aujourd'hui. Je dois dire que je ne suis pas d'accord avec certaines des remarques qu'a faites mon distingué chef, le député d'Oshawa-Whitby, qui s'est servi de termes comme «malhonnête» ou «plus que malhonnête». S'il est plus que malhonnête, il n'est pas seulement malhonnête, mais plus que malhonnête. Malheureusement, mon chef ne l'a pas expliqué aussi bien qu'il aurait pu, mais plus que malhonnête signifie être gaspilleur.

L'autre jour, le président du Conseil du Trésor a fait une déclaration au sujet d'une erreur de six millions de dollars dans les comptes du Canada. Il a vraiment été pris à parti par le député de York-Simcoe. Il a dit que c'était horrible et il nous a demandé de considérer l'oubli de six millions comme une bagatelle. Puis, alors qu'il parlait d'un autre chiffre, ce député a essayé de nous faire oublier 54 millions. Cela n'a pas semblé le préoccuper le moins du monde, et je songe à l'argent provenant de l'impôt sur les gains de capitaux, qui représente une somme plus élevée.

Je puis pardonner à un député d'être un peu malhonnête à l'occasion, surtout s'il est honnête la plupart du temps, mais de là à faire fi de quelque 54 millions de l'argent des contribuables canadiens, c'est une toute autre affaire. C'est un homme qui espère peut-être devenir ministre des Finances un jour, assis à cet endroit distingué qu'occupe maintenant le ministre actuel des Finances, dont les décisions ébranlent les marchés de capitaux du monde et dont chaque phrase fait fluctuer les actions et les obligations d'ici au Kenya.

[M. Saltsman.]

Une voix: Surtout au Kenya.

M. Saltsman: Je ne puis assurément pas avoir grande confiance dans ce genre de ministre des Finances. Il est déjà assez difficile d'accepter le ministre actuel, dont le président du Conseil du Trésor ne demande d'oublier que six millions de dollars, mais si le député de York-Simcoe veut le poste et est prêt à oublier 54 millions sans cligner un œil, j'hésiterais à lui donner mon appui pour ce poste.

Je ne sais pas comment nous en sommes venus à ce genre de sujet général des gains de capital, car la lecture de l'article ne nous éclaire pas sur son fonctionnement. De toute façon, nous en avons parlé, ce qui montre jusqu'à quel point il est vraiment impossible de comprendre cette affaire de la moitié des gains de capital. Une des raisons pour lesquelles nous n'obtenons pas beaucoup de revenus des gains de capital, en dehors des arguments qu'a avancés le ministre des Finances, qui sont valables dans une certaine mesure, et que nous sommes encore très près du jour d'évaluation, et c'est une question de l'évaluation que chacun a d'abord donné à ses biens. Les bourses n'ont pas payé beaucoup de dividendes, d'où les revenus peu élevés. Le problème reste le même, qu'on impose la moitié des gains de capital ou qu'on ne les impose pas du tout: on dépense beaucoup d'énergie à préparer les déclarations de façon à éviter d'avoir à payer de l'impôt.

J'aimerais relever aussi une observation du député de York-Simcoe au sujet de l'investissement au Canada. Il s'agit d'un argument qu'on invoque très souvent. Les gens disent que le Canada a été l'un des derniers pays du monde à imposer les gains en capital. Rien n'indique que pendant toutes les années où ces gains n'étaient pas imposés, les spéculateurs canadiens aient investi de l'argent au Canada parce qu'il n'y avait pas d'impôt sur les gains en capital. Au contraire, pendant toutes les années où le Canada n'avait pas de tel impôt, nos lois fiscales favorisaient la mainmise étrangère sur l'économie canadienne. L'une des raisons de cette mainmise étrangère a été l'absence d'impôt sur les gains en capital.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Où avez-vous investi, Max?

M. Saltsman: Mes amis ne sont pas d'accord, surtout le député de Saanich.

Une voix: Fortiche?

Des voix: Oh, oh!

M. Saltsman: Ce n'est pas très gentil, car c'est une très belle circonscription.

Une voix: Il vous a demandé où vous placez votre argent.

M. Saltsman: J'ai investi la plupart de mon argent au Canada, je puis vous le garantir, et je ne vous demande pas où vous avez placé le vôtre. J'aimerais que les députés réfléchissent vraiment à mes paroles. Je suis certain que si les députés avaient parlé comme moi à de nombreux hommes d'affaires dans ma région et ailleurs au Canada, ils comprendraient ce que j'avance. Ces hommes d'affaires disent qu'ils exploitent un commerce, qu'ils travaillent très dur et qu'ils font un peu d'argent, mais que cet argent est imposable. Avant que le gouvernement commence à imposer les gains en capital, ils savaient que s'ils vendaient leur entreprise à un Américain, leurs gains ne seraient pas imposés et qu'ils auraient assez d'argent exempt d'impôt pour le reste de leur vie. C'est pour